



Le 13 mai 2024

À : Justin Trudeau, premier ministre du Canada
Dominic LeBlanc, ministre de la Sécurité publique
Marc Miller, ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté

Objet : Arrêt des plans visant à utiliser les pénitenciers fédéraux pour la détention des personnes migrantes

Nous sommes des organisations canadiennes et internationales de premier plan, dont la mission est de protéger les droits humains des personnes migrantes et des demandeurs d'asile, ainsi que ceux des milliers de personnes qui sont déjà incarcérées à travers le Canada. Nous vous écrivons aujourd'hui pour nous opposer aux [plans énoncés dans le budget 2024 du gouvernement fédéral](#) visant à étendre la détention des personnes migrantes dans les pénitenciers fédéraux, par le biais d'amendements proposés à la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* et à la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*.

En date de mai 2024, [les dix provinces](#) ont pris la décision de mettre un terme aux accords ou arrangements de détention de personnes migrantes conclus avec l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC). Avec l'entrée en vigueur de ces décisions, aucune personne ne sera plus incarcérée dans les prisons provinciales pour des motifs liés uniquement à l'immigration. En résiliant leurs contrats de détention migratoire avec l'ASFC, les provinces ont exprimé clairement leur ferme opposition à l'utilisation des prisons provinciales pour la détention de personnes migrantes. Comme l'a [déclaré](#) en janvier dernier le ministre de la Sécurité publique de l'Alberta, Mike Ellis, « les personnes qui viennent au Canada pour y prendre un nouveau départ et commencer une nouvelle vie méritent un meilleur accueil qu'une cellule de prison en attendant que soient réglées les formalités administratives. »

En réaction à la proposition formulée dans le budget 2024 d'étendre la détention des personnes migrantes dans les pénitenciers fédéraux, le Bloc Québécois a fait appel à « l'humanité » du gouvernement fédéral, en [déclarant](#) : « Alors que le Canada se targue d'être une terre d'accueil ouverte aux immigrants, enfermer des immigrants dans des établissements pénitentiaires, au mépris du respect des droits de la personne, est un non-sens, surtout pour un pays du G7. »

50, RUE STE-CATHERINE OUEST, BUREAU 500

MONTRÉAL (QUÉBEC) H2X 3V4

TÉLÉPHONE 514.766.9766

SANS FRAIS 1.800.565.9766

www.amnistie.ca

L'utilisation de pénitenciers fédéraux pour l'incarcération pour des infractions à la législation sur l'immigration revêt [un caractère punitif et n'est pas conforme aux normes internationales en matière de droits humains.](#)

Nous sommes profondément préoccupés par [les propos du ministre de l'Immigration](#), Marc Miller, selon lesquels les prisons seraient utilisées pour « une très petite partie de la population », qu'il a décrit comme n'étant « pas des criminels », mais des gens « à haut risque », qui ont parfois des « problèmes de santé mentale aigus. » En réalité, les conclusions de la littérature médicale et des recherches

Signataires:

1. 7th Step Society of Canada
2. Action Réfugiés Montréal
3. Alberta Prison Justice Society
4. Amnesty International Canadian Section (English-Speaking)
5. Amnistie internationale Canada francophone
6. Angela Rose and Oak House
7. Association des avocats.es carcéralistes du Québec (AACQ)
8. Association Québécoise des avocats et avocates en droit de l'immigration (AQAADI)
9. BC Poverty Reduction Coalition
10. BIPOC USHR
11. Black Legal Action Centre
12. Book Clubs for Inmates
13. British Columbia Civil Liberties Association
14. Canadian Association of Elizabeth Fry Societies (CAEFS)
15. Canadian Association of Refugee Lawyers (CARL)
16. Association du Barreau canadien, Section du droit de l'immigration
17. Centre canadien pour victimes de la torture
18. Association canadienne des libertés civiles (ACLC)
19. Conseil canadien pour les eéfugiés (CCR)
20. Catholic Crosscultural Services
21. Centre for Justice Exchange
22. Centre for Refugee Children
23. Centre for Spanish Speaking Peoples
24. Circles of Support and Accountability (CoSA) Canada
25. Citizens for Public Justice
26. Colour of Poverty – Colour of Change
27. Community & Legal Aid Services Program (CLASP)
28. Community Family Services of Ontario
29. Community Legal Assistance Society (CLAS)
30. Community Legal Services of Ottawa
31. Compass Refugee Centre
32. Downtown Legal Services, University of Toronto's Faculty of Law
33. East Coast Prison Justice Society

34. Edelman & Company Law Offices
35. Family Service Toronto
36. FCJ Refugee Centre
37. Foyer du Monde
38. Global Detention Project
39. Halifax Refugee Clinic
40. HIV & AIDS Legal Clinic Ontario (HALCO)
41. HIV Legal Network
42. Human Rights Watch
43. Immigration and Refugee Legal Clinic
44. Inter-Clinic Immigration Working Group
45. International Justice & Human Rights Clinic, Peter A. Allard School of Law, University of British Columbia¹
46. Kinbrace Community Society
47. L'Association des services de réhabilitation sociale du Québec
48. La Clinique pour la justice migrante
49. Landings
50. Ligue des Droits et Libertés
51. Madhu Verma Migrant Justice Centre
52. Matthew House Refugee Services Toronto
53. Matthew House Refugee Welcome Centre, Windsor
54. Mennonite Central Committee Canada
55. Micah House Refugee Reception Services
56. Migrant Detainee Support Coalition (MIDESUCO)
57. Migrant Rights Network
58. Migrant Workers Alliance for Change
59. Migrant Workers Centre
60. Multi-Agency Partnership of BC (MAP BC)
61. New Brunswick Refugee Clinic
62. Newcomer Legal Clinic – Lakehead University
63. OCASI – Ontario Council of Agencies Serving Immigrants
64. Prisoners' Legal Services
65. Queen's Prison Law Clinic
66. Rainbow Refugee
67. Refugee 613
68. Settlement Assistance and Family Support Services
69. South Asian Legal Clinic of Ontario (SALCO)
70. SWAN Vancouver
71. Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes
72. The Canadian Centre to End Human Trafficking
73. The Canadian Friends Service Committee (Quakers)
74. The Canadian Prison Law Association
75. The National Associations Active in Criminal Justice
76. The Peoples Church
77. Le Centre de réfugiés
78. The St. Leonard's Society of Canada
79. United for Literacy
80. Vancouver Association for Survivors of Torture (VAST)
81. Collectif Bienvenue
82. West Coast LEAF Association
83. World Education Services
84. Youth Association for Academics, Athletics and Character Education (Y.A.A.C.E.)
85. YWCA Toronto

1- Les déclarations de la Clinique IJHR ne prétendent pas représenter les opinions institutionnelles de la *Allard School of Law* ou de la *University of British Columbia*.